

MILITANCE ET « RENOUVELLEMENT »

Par Jean Blairon

Je vous remercie pour votre invitation, que j'ai acceptée avec grand plaisir même si elle se situe dans un fort croisement de risques : il est toujours audacieux pour un collectif d'ouvrir son questionnement interne à un « extérieur » ; toujours imprudent, pour un corps étranger, de s'inscrire dans un champ de forces et d'échanges énergétiques qu'il n'identifie pas forcément...

Mais sur base d'un enjeu commun, d'une orientation partagée qui est la défense et le développement de la réflexivité, cœur de l'éducation permanente, il m'a paru que ce double pari n'était pas d'office perdant, qu'il pouvait être l'occasion d'une belle rencontre.

Les questions qui m'ont été adressées s'inscrivent dans le nuage de mots suivants : militance, aujourd'hui, mouvement, générations différentes, renouvellement...

La posture que je voudrais prendre pour enchaîner sur cette demande n'est pas d'apporter des réponses toutes faites ou encore moins prescriptives du type : « voilà ce qu'il faut faire... ».

Je voudrais modestement vous exposer comment j'essaie de traiter ces questions pour mon compte, comment j'essaie de les vivre et de vivre avec elles.

Même si ça peut paraître évident, je voudrais dire que méthodologiquement questionner la question constitue à mes yeux la première démarche productive : souvent, en effet, la manière dont la question est posée contient des prémisses de réponse qu'il est nécessaire d'identifier.

Les questions telles qu'elles nous apparaissent s'expriment en effet souvent dans les mots de la domination : Bourdieu a sans cesse rappelé que les dominés sont contraints, pour dénoncer la domination qu'ils subissent, d'employer les mots des dominants. Identifier ceux-ci, comprendre de quoi ils sont porteurs nous fournit déjà de précieuses indications pour nous repérer.

Je vais donner un exemple concret, fréquent.

Souvent, les associations comme les nôtres s'entendent demander ou dire : « comment toucher le public qui en a le plus besoin (et qui ne vient pas spontanément rejoindre nos mobilisations citoyennes) ?

Certes la question n'est pas sans indiquer une tendance lourde, qui fait par exemple que les aides, démarches, équipements sont plutôt saisis par ceux qui n'en ont pas d'office le plus besoin ; certains, même, ayant déjà tout, s'estiment en position de réclamer le reste.

Mais l'approche du « comment toucher ? » contient des postulats dangereux : il s'agit *de facto*, qu'on le veuille ou non, d'un « public » que l'on considère implicitement comme « amorphe » (sans forme particulière, sans énergie), public qu'il nous reviendrait d'« activer », ce qui nous fait passer à côté des modes d'activité que ces personnes déploient sans référence à nos propres conditions de vie. Nous nous accordons ainsi subrepticement le monopole de l'action, voire un rôle d'éveilleur ou de libérateur séducteur et plénipotentiaire. Rappelons-nous, pour nous en départir, de cette description de Guy de Maupassant :

Christiane « ne s'était pas encore éveillée de ce sommeil où vivent les jeunes filles naïves, de ce sommeil du cœur, de la pensée et des sens qui continue, pour certaines femmes, jusqu'à la mort. La vie lui semblait

simple et bonne, sans complications ; elle n'en avait jamais cherché le sens et le pourquoi. »¹. Il faudra, on l'imagine sans peine, qu'un homme arrive à la toucher, à agiter son cœur et puisse la révéler à elle-même (sic)...

A l'inverse, nous pouvons essayer de nous inspirer de la posture que Fernand Deligny avait adoptée par rapport aux enfants autistes : « si ces enfants, pensons-nous, « ne communiquent pas », c'est que nous sommes invisibles à leurs yeux ; comment agir sur nous pour leur devenir visibles ? »².

Nous sortons alors de l'éducation-marketing-activation et nous cessons de nous demander « quels messages leur faire passer pour les amener à... » et « quelles histoires leur raconter pour éteindre leurs objections (bien sûr illégitimes... nous devons être plus pédagogues et tout ira bien...) »

Si vous voulez bien admettre cette posture, je peux exposer comment, en questionnant la question, j'essaie de me donner des chances de ne pas reproduire les réponses dominantes.

1) QUI SE POSE CETTE QUESTION DE LA MILITANCE ET DE SON ÉVENTUEL RENOUVELLEMENT ?

Une réponse s'impose : **tous les mouvements qui ne se contentent pas de stimuler la réflexion des autres.** J'ai participé personnellement à des démarches similaires à la vôtre dans plusieurs mouvements. Ce qui nous donne une première indication précieuse : le point de vue qui fonde la question du « renouvellement » ne peut pas être seulement interne.

2) POURQUOI LA QUESTION DU « RENOUVELLEMENT DE LA MILITANCE » SE POSE-T-ELLE AUJOURD'HUI ?

La question est redoutable puisqu'elle nous impose d'explicitier une simplification des données ; le produit de cette simplification pourra nous servir de référent.

En effet, pour répondre à la question du pourquoi, il faut probablement moins s'adjoindre des connaissances dont on manquerait que réduire la masse de celles qu'on a.

S'accorder sur une simplification, est évidemment très périlleux ; les sociologues de l'innovation, dont Michel Callon, appellent cela « réussir un investissement de forme » ; il s'agit d'établir un équivalent texte, par exemple, susceptible de « représenter » une foule d'analyses disponibles, de circuler entre les acteurs et de servir de « point commun » au moins provisoire.

Je crois qu'il n'y a pas de mouvement possible sans investissement de forme.

D'où cette reformulation de la question du « pourquoi ? » : Qu'est-ce qu'un tel équivalent formel pourrait contenir comme questions sur la militance ?

J'en identifie au moins quatre.

- *Est-ce que la question du renouvellement survient après un constat d'émigration tel que le posait de Certeau ?*

Michel de Certeau, commentant la situation qui a vu naître les mouvements contestataires des années 60, constatait que l'esprit avait commencé à désertier les institutions ; pour autant, il n'avait pas disparu ; il s'était réfugié ailleurs :

« en nombre croissant, des militants se mettent en quête d'une cause qui mérite leur générosité sans la

1 G. de Maupassant, *Mont-Oriol*, Paris, Gallimard, Folio, 1887, éd. 1976, p. 52.

2 F. Deligny, *Les détours de l'agir ou le moindre geste*, Paris, Hachette, 1979.

tromper, mais ils ne la trouvent pas. Ce sont les apatrides d'une exigence qui n'a plus de représentations sociales, mais qui acceptera seulement une terre et des références croyables. »³

S'interroger sur le renouvellement à opérer de la militance demande me semble-t-il de voir lucidement quelle part d'émigration peut susciter une telle question.

- *Est-ce que la question exprime en partie un éclatement social dont elle serait le produit ?*

Nous pensons ici par exemple à l'éclatement du groupe des travailleurs en garantis, non garantis, sans travail et même sans droits ; cet éclatement est le résultat de la concurrence introduite dans les environnements de travail, qui conduit à se distinguer, se prémunir plutôt qu'à s'unir.

La distinction peut même atteindre la relation de confiance, constitutive du travail social. Nous pensons à cette travailleuse sociale qui réagit lors d'une formation sur la précarité, en disant « moi aussi j'ai des difficultés à payer mes factures, je n'ai pas beaucoup plus d'argent qu'eux »... » – en face d'elle, la ou le bénéficiaire peut se dire que c'est grâce à ses problèmes que l'autre a un travail...

Ces nouvelles distances sociales (aspiration à rejoindre le groupe moyen, angoisse de « tomber » dans le groupe précaire, rejet de la personne qui dispense l'aide dont on a besoin parce qu'elle incarne ce dont on est privé tout en représentant un contrôle qu'on peut estimer injuste...) ne sont pas sans impact sur la possibilité même de militance. Comment, en effet, construire et vivre des alliances avec ceux qu'une concurrence incorporée sépare de nous ?

- *Est-ce que la question met au jour une part d'héritage impossible ?*

L'expression d'héritage impossible, plus précisément le concept d'une **part d'héritage impossible** à assumer a été élaboré par J.-P. Le Goff à propos de la révolte de mai 68.

J.-P. Le Goff, qui a été un des acteurs du mouvement de mai, a entrepris d'en réaliser un bilan critique⁴, pour voir ce qui devait en être gardé et poursuivi, tout en reconnaissant des erreurs ou des excès (un exemple bref : le rejet radical de toute autorité, traduit dans le slogan « il est interdit d'interdire »).

Est-ce que la question du « renouvellement » de la militance désigne en partie la nécessité d'un tel bilan critique ?

Par exemple, par rapport à la lutte des classes : a-t-on fait le bilan de ce qu'on souhaite garder, ou laisser ? Garde-t-on le rôle messianique qu'un certain marxisme a pu attribuer à la classe ouvrière ? Souhaite-t-on toujours éliminer la classe ennemie ? Pense-t-on que la dictature du prolétariat est une étape incontournable de la victoire ? Admet-on l'assimilation de type économiste qui conduit à rabattre « en dernier ressort » tout conflit (y compris le conflit de genre) sur le conflit qui affecte la production ?

Pour autant, ce bilan critique nous conduit-il à abandonner le concept même de classe ? Cédons-nous aux sirènes du management qui nous définissent désormais comme « tous dans le même bateau », tous concernés par la « survie de l'entreprise » ? Quel type de conflit nous mobilise ? Quelle place donnons-nous à ce conflit dans la production de la société ?

- *Est-ce que la question du « renouvellement » de la militance prend aussi acte du « retournement de nos revendications » par ceux à qui elles s'adressaient ?*

Luc Boltanski et Eve Chiapello⁵ ont par exemple démontré que les demandes de liberté et d'authenticité, exprimées à juste titre dans les mouvements culturels de la fin des années 60, se sont vu apporter des réponses par... le capitalisme lui-même : individualisation de la relation de travail (« pour se réaliser »), liberté (« de se responsabiliser »), érection d'une demande de reconnaissance personnelle indépendamment

3 M. de Certeau, *La culture au pluriel*, Paris, U.G.E., 1974, p. 17.

4 J.-P. Le Goff, *Mai 68, l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, 2002, 2006.

5 L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

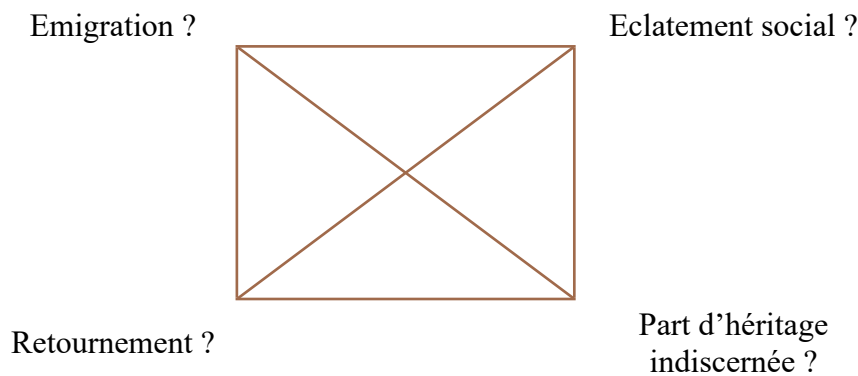
de la dimension collective. Ce qui était ainsi le problème dénoncé (le capitalisme, qui manipule les besoins pour favoriser le consumérisme et qui exerce une oppression sur les travailleurs) prend dès lors statut de... solution.

A tel point qu'aujourd'hui, suspicion est parfois portée sur tout collectif au nom de « mouvements citoyens » au contour flou, comme si tout citoyen « aligné » (membre ou militant d'une association « reconnue ») était d'office illégitime et incapable de contribuer au changement...

Autre dimension du même problème : l'assimilation, en termes de légitimité, de toute forme d'organisation à l'organisation marchande : invasion, dans nos associations, de créatures marchandes : logique « client », « évaluation », « qualité », matrice technocratique « objectifs/moyens/résultats »...

On peut ainsi se demander si la question du renouvellement de la militance n'est pas partiellement imposée par le retournement qui nous présente le problème d'hier comme la solution d'aujourd'hui...

Nous pouvons dès lors proposer l'investissement de forme suivant, pour penser le « pourquoi » de la question du « renouvellement » de la militance



3) FAUT-IL EXCLURE LE CONCEPT DE « MOUVEMENT SOCIAL » DE LA RÉPONSE À LA QUESTION DU « RENOUVELLEMENT » ?

Le thème de la militance est souvent associé à celui de « mouvement social », vaste mouvement d'ensemble porteur d'une forte contestation de l'ordre établi.

Nous pouvons de fait, à la suite d'Alain Touraine, réserver le terme « mouvement social » à une forme élevée de lutte, celle qui concerne le modèle de société (et pas seulement un conflit organisationnel ou politique).

Ont correspondu à cette définition, avec des forces, des durées et des efficacités certes variables mais le plus souvent très importantes : le mouvement ouvrier, le mouvement étudiant à la fin des années soixante, le mouvement féministe, le mouvement anti-nucléaire, le mouvement altermondialiste. Il ne s'agit là que d'exemples ; on pourrait aussi pointer par exemple le mouvement des droits civiques ou Solidarnosc...

Mais le concept de « mouvement social » charrie aussi plusieurs postulats qui constituent peut-être autant de freins invisibles.

Nous pouvons par exemple nous demander si le mouvement social est d'office lié à une catégorie qui en formerait l'essence ?

Un mouvement social est-il unique à un moment donné (ce qui pourrait apparaître comme un héritage du messianisme) et donc est-il voué à l'obsolescence au moins partielle : comme le dit Alain Touraine :

le « projecteur » se déplace-t-il, la force conflictuelle s'affaiblit-elle, le renouvellement (par un autre mouvement social) est-il inéluctable ?

Devons-nous dès lors attendre l'« apparition » de pied en cap d'un « nouveau mouvement social » pour nourrir quelque espoir ?

La conception de Michel Wieviorka nous paraît intéressante en la matière. M. Wieviorka commence par rappeler que la contestation peut prendre la forme d'un anti-mouvement (comme le radicalisme violent).

« En temps de crise plus qu'en période de croissance et de confiance dans l'avenir, les acteurs qui se constituent ou qui s'affirment, plutôt que de proposer des réponses constructives et de se projeter vers l'avenir en mettant en avant un contre-projet semblent procéder du contraire d'un mouvement. La tendance spontanée est alors plutôt au développement de réponses destructrices, portées par la haine, le ressentiment ou tendues vers un passé lui-même plus ou moins mythique, sans autre projet que ceux qui permettent d'envisager une restauration, un retour en arrière. »⁶

Ensuite, le sociologue nous invite à considérer le mouvement social comme un concept, qui n'a pas d'office d'équivalent dans la réalité. Dans cette lignée, on considérera le terme « mouvement social » en quelque sorte comme une qualité spécifique de conflit. On sera donc conduit à dire qu'il y a « plus ou moins de mouvement social » dans une lutte (et, hélas, plus ou moins d'anti-mouvement).

D'où une autre manière de construire une réponse à la question du « renouvellement » de la « militance » ; la question peut en effet être « traduite » en celle-ci : **comment et dans quelles dimensions peut-il y avoir « du mouvement social » dans les luttes que mène un mouvement (par exemple un mouvement d'éducation permanente) ?**

Pour illustrer le travail réflexif qu'implique cette question, je propose le tableau suivant qui réunit des composantes (des dimensions) et les confronte à des analyseurs, soit des manières de vérifier que la composante est bien activée.

Il y aurait ainsi davantage de mouvement social dans les luttes chaque fois que

	Composante	Analyseur
C1	On échappe à l'invocation rituelle comme seul arrimage au sens	Accueil des questions qui fâchent
C2	On échappe au dévoiement du concept de renouvellement	Les deux syndromes (de Kronos et du cowboy) Identification et dialogue des formes multiples que peut prendre l'action
C3	On se donne une « clé de consistance » qui croise le social et le culturel	Articulation de la subjectivation et de l'égalité (éviter la rupture entre critique sociale et critique culturelle et surtout leur neutralisation réciproque)
C4	On se pose la question de l'« homologie relative » entre la visée de la lutte et le mode d'organisation de celle-ci	En matière sociale En matière culturelle
C5	On fait exister une « transversalité »	Dépassement de la logique verticale autant que de la logique horizontale

⁶ M. Wieviorka, *Retour au sens, Pour en finir avec le déclinisme*, Paris, Laffont, 2015, p. 316.

	Composante	Analyseur
C6	On résiste à la tentation du radical chic et de la comm'	Place du destinataire et condition de celui-ci
C7	On ne mise pas tout sur le virtuel	Quelles rencontres authentiques ?
C8	On mise sur une qualité de conflit	Identification d'une ressource centrale dont on propose une interprétation opposée à celle de l'adversaire avec lequel on construit un conflit structuré et structurant

Commentaires du tableau

Les différentes composantes ne sont pas présentées dans un ordre croissant ou décroissant d'importance. Elles concernent tant la vie du mouvement que son action. Elles se renforcent ou se déforcent l'une l'autre. Pour un mouvement « ancien », ces composantes peuvent permettre à ses membres une réflexion sur la « part de mouvement social », de conflit producteur et d'authenticité qui le porte.

C1 est en quelque sorte générique : la composante vérifie qu'il y a toujours une réflexivité qui est à l'œuvre ; celle-ci s'incarne notamment dans l'accueil et le traitement des « questions qui fâchent », des controverses dans lesquelles le mouvement a à se mouvoir.

C2 rappelle que le « changement » dans la société est désormais du côté du pouvoir, qui vise moins à maintenir l'ordre qu'à faire bouger tout le temps, pour déboussoler et affaiblir : ainsi la « modernisation » cache bien souvent des régressions et des déconstructions (par exemple du système de sécurité sociale). A l'intérieur d'une association, cette tentation est aussi présente : des pathologies institutionnelles courantes sont par exemple « le complexe de Kronos », où le fondateur dévore ses propres enfants – interdit tout renouvellement – ou, à l'inverse, le « syndrome du cowboy » où un(e) nouvel(le) arrivant(e), par exemple bardé(e) de diplômes, considère que son arrivée doit d'office tout faire bouger, et de fait il(elle) tire sur tout ce qui bouge à part (lui)elle.

Pour éviter ces deux pathologies opposées et complémentaires (c'est au fond chaque fois l'individu contre le collectif), il peut être utile de repérer les logiques d'action différentes, de voir si elles constituent des formes groupales et d'organiser un dialogue entre elles.

C3 rappelle que le capitalisme s'est vu opposer des luttes sociales (réclamant plus de solidarité et d'égalité) et des luttes culturelles (réclamant pour les individus et les groupes la liberté de se créer, sans référence à une transcendance que les dominants font parler, qu'elle soit « Dieu » ou « la nature »).

Il me semble que les mouvements sociaux d'aujourd'hui doivent s'efforcer d'articuler les deux formes de lutte plutôt que les opposer ou, pire, les neutraliser : certaines critiques ont fait porter sur les mouvements sociaux eux-mêmes le reproche d'atteinte à la liberté (le militantisme est alors pris dans sa connotation militaire et le mouvement est assimilé *par essence* à l'autoritarisme de l'armée).

En C4 on voit que l'organisation associative s'impose des exigences que ne s'imposent pas d'office d'autres formes d'organisation (comme l'organisation marchande) : il doit y avoir une homologie suffisante entre les luttes menées et la manière dont on s'organise pour les mener : telle association qui mène une lutte pour l'égalité n'acceptera pas de trop grandes inégalités salariales en son sein ; telle autre qui combat pour l'autodétermination n'écrasera pas la singularité de ses membres. La difficulté est évidemment que l'homologie ne peut être que relative (par exemple on ne peut tout accepter au nom de la liberté). Le débat sur le caractère suffisant ou non de l'homologie est toujours difficile, mais au moins il permet de garder vivace le rapport au sens.

C5 développe le rapport à la liberté à l'interne du mouvement.

En suivant Félix Guattari, on peut peut-être considérer que c'est ce qu'il appelle la « transversalité » qui

fait exister une liberté suffisante.

Guattari considère qu'un groupe peut être « sujet » s'il ne se laisse pas dicter complètement sa loi par un pouvoir externe ni par un pouvoir interne ; il s'agit pour un tel groupe de faire passer entre son fonctionnement vertical (hiérarchique) et son fonctionnement horizontal (des rapports supposés égaux) entre les membres, qui peuvent cacher des abus de pouvoir) un fonctionnement **oblique**, de réflexivité et de production collective du sens.

C6 peut concerner la coupure d'un mouvement avec la culture populaire : souvent les références du groupe social moyen deviennent prédominantes, on parle pour les destinataires de l'action dans une logique qui n'est pas (plus) celle de leurs conditions d'existence. Les positions « radical'chic » n'engagent pas la condition de ceux qui les émettent.

C7 ne sous-estime pas l'importance des nouvelles formes de communication, qui ont pu jouer un grand rôle dans une série d'actions collectives. Il s'agit seulement de rappeler qu'elles ne sont pas suffisantes et qu'elles ne peuvent jamais supplanter le travail qui se fait pendant la rencontre, le vécu commun.

C8 revient sur la forme que peut prendre le « conflit de classes » ; le point est développé ci-dessous.

4) QUEL CONFLIT STRUCTURÉ ET STRUCTURANT QUI NE SOIT PAS ASSIMILATIONNISTE⁷ ?

Le point évoqué en C8 est fondamental par rapport à la question « y a-t-il du mouvement social dans le mouvement ? ».

Le mouvement social, au sens que lui a donné Alain Touraine, désigne en effet une lutte particulière, qui touche le modèle d'organisation de la société ; le mouvement social dépasse la lutte corporatiste, il a une dimension universelle (par exemple, les droits qu'il réclame sont réclamés pour tous).

L'acteur d'un mouvement social ainsi entendu se définit toujours de la même façon : il se rend capable d'identifier une ressource centrale pour le développement de la société ; il en propose et en revendique sa propre définition ; il réclame la prise en compte de sa contribution à la production de cette ressource et exige une rétribution proportionnelle à ce rôle.

Par exemple Louise Michel, communarde, a pleine conscience du rôle de la classe ouvrière dans le développement de la société : la « force des bras » des ouvriers est un capital indispensable à la production.

« -- Le Capital ! dit-on avec un respect craintif, -- on parle de détruire le capital ! Hein ?... »

Ah ! Il y a longtemps que la raison, que la logique en a fait justice du Capital : est-il d'essence supérieure au travail et à la science ?

Supposez des Rothschilds quelconques, possédant toutes les mines d'or et de diamants de la terre, qu'en feraient-ils sans les mineurs ? Qui donc extrairait l'or du sable, le diamant de la gemme ?

Donnez aux exploiters des carrières de marbre sans personne pour en tailler, pour en arracher les blocs...

Que ces gens-là le sachent, ils sont incapables de tirer parti de rien sans les travailleurs : mangeront-ils la terre si personne ne la fait produire ? »⁸

7 C'est-à-dire rabattu et assimilé d'office à un conflit dans la sphère économique de la production.

8 Louise Michel, « L'ère nouvelle et autres textes », <https://www.poesies.net/louisemichellerenouvelle.txt>.

La question de l'identification de cette ressource centrale dans la société d'aujourd'hui est probablement la plus impérieuse qui se pose à nous en termes de militance et de « renouvellement ».

Est-ce que la donnée « société de l'information et de l'implication » peut nous mettre sur la voie ?

Pour bien des auteurs, en effet, la richesse produite repose prioritairement aujourd'hui sur

- le contrôle de l'information (par exemple dans la chaîne de production industrielle) ;
- sa circulation (voir la capacité d'anticipation dans le capitalisme financier) ;
- sa production (en termes de recherche et développement, mais aussi d'éducation et d'instruction) ;
- mais aussi sur l'implication : chacun est invité à « y croire », à « se donner à fond », etc.

Si nous pensons à la caissière de supermarché par rapport à cela, nous ne pouvons que voir :

- que le profit de la chaîne dépend *in fine* de l'encodage rigoureux qu'elle met en œuvre ;
- que la rapidité de cet encodage est un critère compréhensible, sur-contrôlé (notamment informatiquement) mais contradictoire : si elle ne doit pas impatienter le client pressé, elle doit aussi incarner le visage « accueil et service » de l'entreprise ;
- qu'elle joue à ces deux titres en tension un rôle déterminant mais dénié.

D'où une **interprétation générale du traitement de l'information et de l'implication** à opposer à l'adversaire exploiteur, interprétation qui peut peut-être soutenir un conflit structuré (il a un objet identifiable, une définition de celui-ci est possible) et structurant (il permet de réunir des groupes sociaux très différents) :

- le « capital culturel » (le traitement, la production de l'information, l'implication dans ce travail) ne gagne pas à être concentré dans les mains de concepteurs ignorants de la pratique qui n'ont pas le droit de le confisquer ;
- le programmer unilatéralement et le réduire à sa version programmée, c'est le détruire ; **la socio-diversité du capital culturel ne peut pas davantage être attaquée que la bio-diversité** ;
- son exploitation excessive est inacceptable ;
- la production et la reproduction du capital culturel exigent des investissements massifs, y compris et surtout en termes éducatifs ;
- l'autonomie est une condition nécessaire en matière de production de capital culturel : la création dépendante est d'office bridée.

Est-ce que tout ceci ne dégage pas une nouvelle forme de **prévoyance** (et de lutte pour celle-ci) ?

Par rapport à la raréfaction de la socio-diversité, à l'épuisement des ressources subjectives, à l'instrumentalisation des connaissances ?

Un manque de prévoyance à l'égard de la production et de la reproduction du capital culturel et de la capacité de participation et d'implication de tous dans cette production paraît suicidaire en termes de modèle de société. L'émigration évoquée plus haut en constitue d'ailleurs un symptôme préoccupant.

Le mouvement féminin n'est-il pas bien placé pour revendiquer une interprétation alternative de cette ressource centrale et, s'il le veut, pour la partager avec d'autres ?



Pour citer cette analyse

Jean Blairon , « Militance et « renouvellement » », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, décembre 2017, URL : www.intermag.be/621.